

Un rapport de force déséquilibré

L'enjeu est aussi sur le pouvoir de fixation des prix, donc le rapport de force entre maillons. Nicolas Portier évoque ainsi « **un modèle désinflationniste qui finit par être un modèle de cannibalisation croisée** dans les chaînes de valeur ». La grande distribution est souvent pointée du doigt pour ses pratiques déloyales envers ses fournisseurs, mais dans le même temps, le maintien d'un faible coût de l'alimentation est recherché par les pouvoirs publics.

Dans cette situation paradoxale, « les transformateurs au milieu essayent de ne pas être écrabouillés et ils répercutent, c'est donc la production qui prend ». Nicolas Portier tient tout de même à ne pas noircir tout le tableau : « peut-être que ces entreprises vont se dire que face à un fournisseur en difficulté, elles vont faire de la péréquation parce qu'elles peuvent avoir un îlot de perte dans un océan de profit, et peuvent donc absorber ce choc ».

Des territoires sous tutelle économique

Des élus locaux témoignent d'un changement dans les relations avec les entreprises de leur territoire qui n'ont plus à voir avec le capitalisme familial d'autrefois. « Une fois que le pouvoir de décision est complètement parti et que vous n'avez plus qu'un chef d'établissement de passage, vous n'êtes plus du tout dans la même relation ». **Une forme d'impermanence et de distanciation** s'installe : « Les élus savent très bien que quand un groupe familial vend son affaire, le premier qui reprend peut être sympa mais derrière il y en aura un deuxième, un troisième, et au bout d'un moment vous serez gérés depuis Paris ». Cette distanciation conduit à ce que vie et avis du territoire ne soient plus considérés : « Pour les décisions, il n'y aura même aucune remontée d'information, elles se feront uniquement en regardant les livres de comptes ».